

6279 victimes de mines en 2024 : un chiffre record depuis 2020

Genève le 1 décembre 2025. Publié le 1^{er} décembre, le Landmine Monitor 2025 fait état d'au moins 6279 victimes de mines et de restes explosifs de guerre en 2024 – soit le chiffre annuel le plus élevé depuis 2020. Le tout, dans un contexte de vives inquiétudes liées à l'annonce par six États de leur intention de se retirer ou de suspendre le Traité d'Ottawa qui interdit les mines antipersonnel. Alors que les États se réuniront à Genève du 1er au 5 décembre prochain pour la conférence annuelle sur les mines, Handicap International les appelle à réaffirmer leur engagement envers le Traité.

Notes aux rédactions :

- Les données du rapport sont sous embargo jusqu'au 1^{er} décembre 9h30. Le rapport complet est accessible sur demande
- Nous serons à l'ONU pour assister à la conférence annuelle sur les mines, à disposition pour des interviews

/ Contact presse

Marie Bro
m.bro@hi.org
078 729 43 30
handicap-international.ch



« Année après année, nous voyons des milliers de civils tués ou mutilés par des mines et des restes explosifs de guerre. Au Myanmar et en Ukraine, les forces armées continuent d'utiliser ces armes à grande échelle. Même lorsque les combats cessent, ces sentinelles de l'ombre restent actives pendant des décennies, continuant à détruire des vies longtemps après la fin des combats. Les États parties doivent condamner, dans les termes les plus forts possibles, toute utilisation de mines antipersonnel par tout acteur, en toute circonstance », déclare Daniel Suda-Lang, directeur de Handicap International Suisse.

90 % des victimes sont des civils, dont la moitié d'enfants

- Les chiffres atteignent leur plus haut niveau en cinq ans : 6279 personnes ont été tuées ou blessées par des mines et des restes explosifs de guerre en 2024 (1945 tués et 4325 blessés)
- Les civils représentaient 90 % de toutes les victimes enregistrées, et les enfants près de la moitié (46 %)
- Plus d'un tiers de toutes les victimes ont été causées par des mines improvisées. Le nombre de victimes a triplé entre 2020 et 2024, atteignant son niveau le plus élevé depuis 2011

- En 2024, des victimes ont été recensées dans 52 pays et régions, dont 36 États parties au Traité d'interdiction des mines. Les pays ayant enregistré le plus grand nombre de victimes sont : le Myanmar (2029), la Syrie (1015), l'Afghanistan (624), l'Ukraine (293) et le Yémen (247)
- Pour la dixième année consécutive, le nombre de victimes reste alarmant, en grande partie à cause de l'intensification des conflits armés, comme en Ukraine et au Myanmar, et de l'utilisation généralisée de mines improvisées dans des pays comme la Syrie

Nouvelle utilisation des mines terrestres

Entre mi-2024 et octobre 2025, des mines antipersonnel ont été utilisées par l'Iran, le Myanmar et la Corée du Nord. Il existe également de plus en plus d'indications d'une utilisation par l'Ukraine, bien que l'ampleur de celle-ci reste incertaine, tandis que la Russie continue d'utiliser largement les mines depuis l'invasion à grande échelle en février 2022.

Des groupes armés non étatiques ont utilisé des mines dans au moins dix États parties, dont le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Nigéria, ainsi qu'en Inde, au Myanmar et au Pakistan. Et en juillet 2025, la Thaïlande a accusé le Cambodge, tous deux États parties, d'utiliser des mines le long de leur frontière commune, ce que le Cambodge nie.

Une norme internationale remise en question

Le Traité d'Ottawa interdisant l'emploi, le stockage, la production et le transfert des mines antipersonnel, adopté en 1997, est aujourd'hui menacé. En juin 2025 :

- L'Estonie, la Finlande, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne ont entamé le processus de retrait du Traité
- L'Ukraine a également annoncé qu'elle suspendrait le Traité d'Ottawa, une mesure qui n'est pas autorisée par le traité pour un État engagé dans un conflit international

/ Contact presse

Marie Bro
m.bro@hi.org
078 729 43 30
handicap-international.ch



Une baisse alarmante des financements

En outre, dans un contexte de réduction des financements mondiaux dans les secteurs du développement et de l'humanitaire, le financement de la lutte antimines montre des signes inquiétants de désengagement de la part des États donateurs : le financement international de la lutte antimines a diminué de 5 % par rapport à 2023, pour atteindre un total de 761 millions de dollars en 2024.

Le Landmine Monitor souligne également que le financement de l'aide aux victimes a même diminué de 23 % en 2024.

A propos de HI

Handicap International (HI) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis près de 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent « Handicap International » dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et « Humanité & Inclusion » au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

A Genève, Broken Chair symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.

/ Contact presse

Marie Bro
m.bro@hi.org
078 729 43 30
handicap-international.ch

